



Belgeo

Revue belge de géographie

1-2 | 2001

Electoral geography

Géographie électorale de l'Europe centre-orientale

Electoral geography of central-eastern Europe

Christian Vandermotten, Pablo Medina Lockhart et Danuta Freyer



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15381>

DOI : 10.4000/belgeo.15381

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2001

Pagination : 105-122

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Christian Vandermotten, Pablo Medina Lockhart et Danuta Freyer, « Géographie électorale de l'Europe centre-orientale », *Belgeo* [En ligne], 1-2 | 2001, mis en ligne le 30 novembre 2001, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15381> ; DOI : 10.4000/belgeo.15381

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Géographie électorale de l'Europe centre-orientale

Electoral geography of central-eastern Europe

Christian Vandermotten, Pablo Medina Lockhart et Danuta Freyer

Les difficultés méthodologiques d'une géographie électorale transnationale

- 1 Réaliser une géographie électorale n'est déjà pas chose aisée et se heurte à des difficultés méthodologiques considérables à l'échelle de l'ensemble de l'Europe occidentale (J. Vanlaer, 1984 ; C. Vandermotten & P. Medina Lockhart, 2000). Parmi celles-ci, il faut mentionner la position différente des événements électoraux dans les cycles politiques des différents pays, même si les dates des élections choisies sont voisines, et, évidemment, la construction d'un système de classification transnational des partis, qui ne peut se baser sur leurs seules étiquettes partisans, ni même sur leurs appartenances à des groupes politiques internationaux. L'exercice, effectué ici sur les résultats des dernières élections législatives, est encore plus difficile et plus sujet à réserves pour ce qui est des pays de l'Europe centre-orientale, où en outre les partis sont encore souvent des partis de cadres plutôt que des partis de masse, si l'on excepte ceux héritiers de l'ancien système :
 - outre le fait que les rattachements des partis actuels de l'Europe centre-orientale au passé pré-communiste sont souvent ténus ou inexistantes, il faut se rappeler que les systèmes partisans de l'avant-guerre étaient dans ces pays fort différents de ceux de l'Europe occidentale. Les régimes autoritaires dominaient la vie politique ; les partis étaient souvent des partis « personnels » ; le mouvement socialiste était souvent faible et il n'y avait pas de véritable tradition démocrate-chrétienne. Les principaux clivages étaient ceux opposant le rural à l'urbain, d'une part, le centre à la périphérie, de l'autre. Seule la Tchécoslovaquie possédait un système partisan similaire à celui de l'Europe occidentale ;
 - les situations objectives de ces pays sur le chemin de la « transition » économique sont très différentes, avec des conséquences importantes sur leurs vies politiques ;

- les systèmes partisans y prennent en compte des clivages pour une part différents de ceux qui structurent le système partisan à l'ouest, ou en tout cas perçus avec des sensibilités et des intensités différentes ;
- même si on sait l'hétérogénéité des groupes politiques au Parlement de Strasbourg, le fonctionnement d'un Parlement européen implique néanmoins un certain effet intégrateur qui n'existe pas ici. En outre, beaucoup de partis à l'est ne sont pas membres des grandes internationales partisans, ou le sont devenus dans des conditions qui relèvent plus de stratégies des partis occidentaux aux premiers moments de la transition que d'une réelle affinité politique. Beaucoup de partis de l'Europe centre-orientale portent aussi des étiquettes sujettes à caution ;
- dans plusieurs de ces pays, l'instabilité électorale est encore très grande, comme en témoignent les récentes élections roumaines ou la situation bulgare¹. Elle se double de systèmes partisans encore loin d'être stabilisés : survivance de grandes coalitions mises en place dans les premiers temps de la transition, à dominante de centre-droite, mais incluant éventuellement des partis se réclamant de références social-démocrates (SDK slovaque, ODS bulgare, VMRO-DMPNE-DA macédonien) ; divisions à l'intérieur de la gauche, même quand celle-ci se revendique de la social-démocratie, en fonction des rapports à l'héritage communiste. Cette situation de non-stabilisation est encore plus marquée dans trois des quatre pays qui ont dès lors été exclus de l'étude, à savoir la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, le quatrième étant l'Albanie. Nous avons par contre inclus l'ex-RDA dans l'analyse.

Les familles politiques

2 Une cartographie internationale impose cependant, malgré ces difficultés méthodologiques, de regrouper les partis en quelques catégories. Nous avons effectué cet exercice en se fondant non pas exactement sur la classique opposition « gauche-droite », telle qu'elle reste essentielle pour un classement des partis de l'Europe occidentale, mais bien par rapport à trois dimensions relativement indépendantes les unes des autres et pour chacune desquelles nous utiliserons les termes gauche et droite, à défaut de mieux :

- la première relève d'un axe économique. Il oppose sur son flanc droit des partis favorables à l'intégration économique internationale à tout prix, la plus rapide possible, en se soumettant aux contraintes externes et, sur son flanc gauche, des partis certes favorables à des réformes et à certaines privatisations, mais dans les limites strictement nécessaires, l'Etat devant conserver un contrôle sur l'économie et maintenir éventuellement, du moins dans un premier temps, les entreprises déficitaires. Au centre, on trouve des partis privilégiant les intérêts des petits producteurs, en particulier ruraux, plutôt qu'une intégration débridée dans l'économie mondialisée, quitte à entraîner la réapparition, comme en Roumanie, de formes archaïques d'exploitations ;
- la deuxième relève plutôt du champ social. Cet axe oppose sur son flanc droit des partis favorables à l'absence ou à la limitation au maximum de la protection sociale des individus par l'Etat et, sur son flanc gauche, ceux souhaitant maintenir une protection sociale maximale. Au centre, on trouve les tenants d'une économie sociale de marché tout autant que ceux qui envisagent le fonctionnement de mécanismes de solidarité à l'intérieur de structures plus associatives, voire religieuses ;
- la troisième enfin relève du champ culturel. Elle traduit une opposition entre, à gauche, les défenseurs de valeurs universelles, cosmopolites, d'intégration au monde occidental, d'ouverture transnationale, et, à droite, ceux défenseurs de valeurs identitaires :

valorisation plus ou moins exacerbée de valeurs religieuses, du « génie national », de l'ethnicité, voire de la pureté ethnique. Au centre de cet axe, on pourrait positionner des partis qui, tout en ne reniant pas les valeurs universelles, qui étaient d'ailleurs évoquées de manière incantatoire dans le discours communiste officiel (« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »), valorisent cependant, sur une base d'affirmation d'identité nationale – ou de fait régionale, en ex-RDA -, les aspects positifs du système communiste dans divers domaines, dont le domaine culturel.

- 3 Des petits partis restent difficilement classables dans ce système. Ils relèvent en général d'une défense d'intérêts particularistes, comme ceux des pensionnés, souvent laissés pour compte des modifications sociopolitiques ; on pourrait rattacher la plupart de ces partis à une famille de type poujadiste, mais leur programme peut impliquer une intervention accrue de l'Etat protecteur.
- 4 Enfin, une catégorie supplémentaire regroupe les partis représentant les minorités ethniques, généralement à la fois interclassistes et identitaires.
- 5 Sur cette base, nous avons défini neuf familles partisanes, tout en étant conscients de la difficulté de rattacher sans hésitation certains partis à l'une ou l'autre de celles-ci et en insistant sur le fait qu'il s'agit ici d'une classification des partis basée sur leurs programmes plutôt que sur le positionnement des électeurs. Il s'agit de :
 - la famille écologiste (du type des écologistes politiques occidentaux), à gauche, avec une ouverture post-moderne sur les questions environnementales et culturelles. Sur le plan social, ils ne renient pas, loin de là, le rôle régulateur de l'Etat, mais l'envisagent dans une société fonctionnant avant tout « de bas en haut ». Du point de vue économique, ils refusent la logique dominante du profit. Cette famille est très peu présente, en ex-RDA et en Slovaquie. On ne peut réellement y inclure quelques mouvements de faible poids, à références écologistes, mais associés à de grandes coalitions de centre-droite en Bulgarie ou en Macédoine ;
 - la famille communiste. Il s'agit de partis ayant conservé des références marxistes clairement affirmées, plus ou moins liés à leurs homologues occidentaux, voire pour le PDS faisant partie du groupe communiste à Strasbourg. S'ajoute à cette catégorie, surtout présente en ex-RDA et en Tchéquie, un parti populiste-ouvriériste de gauche, le ZRS slovaque. Ces partis se positionnent clairement à gauche sur les plans économiques et sociaux, mais sont plus centristes sur le plan culturel ;
 - la famille social-démocrate. Le personnel politique de ces partis peut être plus ou moins issu, selon les pays ou les partis, de l'ancien appareil politique, de la nomenklatura qui a participé à et profité de l'implosion du système. A l'intérieur de cette famille, qui revendique des liens privilégiés avec la social-démocratie occidentale ou qui souhaite les établir, l'éventail est cependant largement ouvert entre des partis modernistes, qui se positionnent à gauche sur le plan culturel (en Tchéquie, en Hongrie, en Pologne, etc.) ou au contraire plus centristes (le PDSR roumain d'Iliescu, dont les discours sont beaucoup plus identitaires, nationaux, les cadres beaucoup plus directement dans la filiation de l'ancienne élite politique, avec des formes de sublimation du passé communiste, même si une volonté d'ouverture vers les partis socialistes occidentaux est exprimée, mais pas nécessairement rencontrée par ces derniers). Sur le plan social, ces partis apparaissent centristes ou de centre-gauche. Du point de vue économique, l'éventail va du centre-droit, volonté de rupture forte avec le passé, valorisant des modèles de type blairiste, voire à la droite du blairisme, comme le CSSD tchèque ou le MSzP hongrois, jusqu'au centre-gauche, avec, à nouveau en Roumanie, une volonté de défense des héritages de la grande industrie issue de la période communiste. Ces

attitudes politiques différentes et des rapports différents au passé communiste peuvent expliquer la présence de deux, voire trois partis que nous avons rattachés à cette famille dans certains pays ;

- la famille agrarienne minimaliste. Il s'agit des héritiers, en Pologne et en Tchéquie, de partis paysans « compagnons de route » de l'ancien parti communiste². Ils revendiquent le maintien d'un certain rôle de l'Etat dans la protection et l'encadrement social de l'agriculture. Ils prônent des valeurs sociales et culturelles ;
- la famille libérale et conservatrice maximaliste et moderniste. Il s'agit de partis qui cherchent à occuper largement le centre-droit, occidentalistes, valorisant l'économie libérale en restreignant au maximum le rôle de régulateur social de l'Etat. Ici aussi pourtant, le spectre est assez large, entre des partis thatchériens ou ultra-libéraux, comme l'ODS de Vaclav Klaus en Tchéquie, voire le Business Bloc bulgare, dont le programme comporte des accents d'extrême-droite anti-étatique, et des partis se rattachant à des traditions libérales-nationales, comme le PNL roumain, ou des coalitions incluant des éléments de la droite social-démocrate ou de tradition agrarienne, comme en Bulgarie ou en Macédoine. Outre évidemment la CDU est-allemande, certains des partis de ce groupe peuvent revendiquer explicitement la défense des valeurs chrétiennes, comme le KDNP hongrois ;
- une famille regroupant un courant agrarien maximaliste, c'est-à-dire revendiquant un retour radical aux structures agraires pré-communistes, et des courants à forte identification chrétienne populiste, nationale, en particulier l'AWS polonais et, de plus en plus nettement, le FIDESz hongrois, qui a progressivement dérivé au départ de positions plus proches du centre-droit classique. Plus à droite que les partis de la famille précédente sur l'axe culturel, ces partis adoptent par contre des positions plus centristes sur l'axe économique, voire à gauche sur l'axe social, comme c'est le cas de l'AWS polonais, dont le personnel politique est pour une part issu du syndicat Solidarité ;
- une famille regroupant des partis populistes insistant beaucoup plus que dans la catégorie précédente sur les valeurs identitaires, ethniques, religieuses, méfiants par rapport à l'ouverture « cosmopolite » vers l'Europe et dont le populisme valorise très fortement le rôle de l'Etat national, y compris dans la sphère économique. A l'extrême de cette famille, quelques petits partis sont caractéristiques de l'extrême-droite xénophobe classique, comme les SNS slovaque et slovène, le ROP polonais, le MIEP hongrois ou le SPR-RSC tchèque. Néanmoins, la limite est souvent difficile à tracer avec précision entre cette famille et la précédente ; en outre, il apparaît qu'elles sont mutuellement exclusives au niveau national, de sorte que leurs électors apparaissent largement représentatifs des mêmes milieux sociaux et des mêmes tendances sociopolitiques fondamentales. Dès lors, si, dans les tableaux des résultats nationaux, nous avons tenté de distinguer ces deux familles, dont les principaux partis sont l'AWS en Pologne, le FIDESz et le FKgP en Hongrie pour la première, le HZDS slovaque et le PRM roumain pour la seconde, nous les avons regroupées sur une même carte ;
- les partis déjà évoqués de défense d'intérêts particuliers, généralement les pensionnés, parfois les jeunes, ou un petit parti monarchiste bulgare ;
- les partis représentant les intérêts des minorités, dont la représentation est parfois assurée au Parlement par la Constitution, indépendamment de leurs scores électoraux (Pologne, Roumanie). La représentation politique des minorités peut parfois s'inscrire dans des alliances plus larges : c'est le cas pour les Turcs en Bulgarie, qui dominent l'ONS, où se retrouvent aussi des écologistes et des libéraux, alors que les Roms sont minoritaires dans l'alliance SPM-SRM en Macédoine.

Une typologie des systèmes partisans nationaux

- 6 L'examen des résultats électoraux des différentes familles (tableau 1) permet de proposer une typologie des systèmes partisans nationaux, dont la gradation traduit dans une large mesure le niveau de développement économique de ces pays, leurs degrés et leurs formes d'insertion dans l'économie et dans les systèmes de valeurs politiques occidentaux, la maturité de leur système partisan (tableau 2).

Tableau 1. Résultats des partis et des familles partisanes dans les pays de l'Europe centre-orientale lors des dernières élections législatives (1997-2000).

(entre parenthèses, date des élections)	Ecologistes	Communistes et extrême-gauche	Agrariens minimalistes	Sociaux-démocrates	Libéraux et conservateurs maximalistes et modernistes	Agrariens, chrétiens populistes et/ou droite identitaire	Nationaux populistes à base ethnique ou religieux, extrême-droite	Post-jadistes, défense populiste d'intérêts particuliers, divers	Minorités	Total des partis considérés
ex RDA (1999)	GRUNEN (4,1)	SPD (21,1)		CDU (24,1)	REP (1,9)				94,4	
total ex-RDA	4%	21%		43%	2%					
TCHÉQUIE (1998)		KSCM (11,0)	KDU-CSL (9,0)	ODS (27,7)	SPR-RSC (3,9)	DZP (6)			97,0	
total Tchéquie		11%	9%	32%	4%	3%				
SLOVÉNIE (2000)	ZZ (0,9)			SPS (15,8)	SE-SAKD (9,6)	SDS (5,2)			97,8	
total Slovaquie	1%			28%	37%	18%	4%			
POLONGNE (1997)			SEL (7,3)	UP (27,1)	UW (13,4)	AK (3,8)	AK (3,8)	Allemands (0,7)	98,1	
total Pologne			7%	32%	16%	34%	6%	1%		
HONGRIE (1998)		MP (4,1)		MSZP (32,3)	FKgP (13,8)	MSZP (2,9)	MSZP (3,5)		97,5	
total Hongrie		4%		32%	45%	6%				
MACÉDOINE (1998)		SPM (3,1)*		SLSM (25,1)	VMRO-DMNE-DA (38,8)			PPD-PDS (Albanais) (1,9)	94,9	
total Macédoine		3%		25%	49%			SRM-Roma* (1,9)		
BULGARIE (1997)		BRP (1,2)		DL (22,0)	ODS (32,2)		OC (C) (1,1)	ONS (Turcs) (0,7)	94,6	
total Bulgarie		1%		28%	57%		1%	8%		
SLOVAQUIE (1998)		SES (2,8)		SDP (14,7)	SDK (27,0)			Hungari (0,1)	98,3	
total Slovaquie		4%		15%	36%			9%		
ROUMANIE (2000)				PSDR (56,6)	PNL (6,9)	CDR (5,0)		UDMR (Hongrois) (0,8)	99,8	
total Roumanie				48%	8%	5%		8%		

Traduction des sigles des principaux partis (tableau 1)

En ex-RDA:	GRÜNNEN: Alliance 90/Les Verts; PDS: Parti du Socialisme Démocratique; SPD: Parti Social-Démocrate d'Allemagne; CDU: Union Chrétienne-Démocrate; FDP: Parti Libéral Démocrate; REP: Les Républicains.
En Tchéquie:	KSCM: Parti Communiste de Bohême et Moravie; KDU-ČSL: Union Chrétienne et Démocratique - Parti du Peuple Tchécoslovaque; ČSSD: Parti Social-Démocrate Tchéque; ODS: Parti Démocratique Civique; US: Union pour la Liberté; DEU: Union Démocratique; SPR-RSC: Alliance pour la République - Parti Républicain Tchécoslovaque; DZJ: Les Pensionnés pour une Vie Sûre.
En Slovénie:	ZZ: Verts Unis/Verts de Slovénie et Alternative Verte; SDSS: Parti Social-Démocrate de Slovénie; ZLSD: Liste Unifiée des Sociaux-Démocrates; LDS: Démocratie Libérale de Slovénie; DSS: Parti Démocratique de Slovénie; SLS-SKD: Parti du Peuple Slovène; NSI: Parti du Peuple Chrétien de la Nouvelle Slovénie; SNS: Parti National Slovène; DESUS: Parti Démocratique des Pensionnés de Slovénie; SMS: Parti de la Jeunesse de Slovénie.
En Pologne:	PSL: Parti du Peuple Polonais; SLD: Alliance de la Gauche Démocratique; UP: Union du Travail; UW: Union de la Liberté; UPR: Union de la Droite de la République de Pologne; AWS: Action Electorale de Solidarité; ROP: Mouvement pour la Reconstruction de la Pologne; KPEiR: Parti National des Pensionnés Agés et Handicapés; KPEiRRP: Accord National des Pensionnés Agés et Handicapés de la République de Pologne.
En Hongrie:	MP: Parti des Travailleurs; MSzP: Parti Socialiste Hongrois; SZDSz: Alliance des Démocrates Libres; KDNP: Parti Populaire Chrétien-Démocrate; FIDESz: Alliance des Jeunes Démocrates; MDF: Forum Démocratique Hongrois; FKgP: Parti Indépendant des Petits Propriétaires, des Travailleurs Agricoles et des Citoyens; MIEP: Parti Hongrois de la Justice et de la Vie.
En Macédoine:	SPM: Parti Socialiste de Macédoine; SDSM: Ligue Social-Démocratique de Macédoine; VMRO-DMPNE-DA: Organisation Intérieure Macédonienne Révolutionnaire - Parti Démocratique pour l'Unité Nationale Macédonienne - Alternative Démocratique; LDP - DPM: Parti Libéral-Démocrate - Parti Démocratique de Macédoine; PDP - PDS: Parti de la Prospérité Démocratique - Parti Démocratique des Albanais; SRM: Union des Roms de Macédoine.
En Bulgarie:	BKP: Parti Communiste Bulgare; DL: Gauche Démocratique; EL: Coalition d'Euro-Gauche; ODS: Forces Démocratiques Unies; BBB: Bloc Bulgare du Business; OC: Union pour la Monarchie; ONS: Union pour le Salut National.
En Slovaquie:	KSS: Parti Communiste Slovaque; ZRS: Front Slovaque des Travailleurs; SDL: Parti de la Gauche Démocratique; SDK: Coalition Démocratique Slovaque; SOP: Parti de la Compréhension Civique; HZDS: Mouvement pour une Slovaquie Démocratique; SNS: Parti National Slovaque.
En Roumanie:	PDSR: Pôle Social-Démocrate de Roumanie; PD: Parti Démocratique; ApR: Alliance pour la Roumanie; PNL: Parti National-Libéral; PNL-C: Parti National-Libéral Paysan; CDR: Convention Démocratique de Roumanie 2000; PRM: Parti de la Grande Roumanie; PAN: Parti de l'Alliance Nationale; UDMR: Alliance Démocratique Hongroise de Roumanie.

Tableau 2. Les paysages partisans dans les pays de l'Europe centre-orientale lors des dernières élections législatives (1997-2000).

	Gauche	%	Droite	%
Equilibre gauche-droite	Sociaux-démocrates et communistes	RDA : 45	Libéraux ou conservateurs occidentalistes	RDA : 43
		CZ : 43		CZ : 38
Paysage à dominante de droite	Sociaux-démocrates (+ éventuellement alliés agrariens minimalistes)	SLV : 28	Libéraux ou conservateurs occidentalistes dominants sur agrariens, chrétiens identitaires	SLV: 37 vs. 18
		PL: 27(+7)	Droite modérément identitaire, dominant sur libéraux ou conservateurs occidentalistes	PL : 34 vs. 16
		H : 32		H : 45 vs.11
Paysage à dominante de droite avec des systèmes de partis ou de coalition non stabilisés	Sociaux -démocrates	MAC : 25	Libéraux ou conservateurs dominants dans de larges coalitions	MAC : 46
		BG : 28		BG : 57
Paysage à forte ou très forte référence identitaire	Social-démocratie faible	SLK : 15	Equilibre entre droite nationale-populiste et centre-droite occidentale	SLK : 36 vs. 34
	Forte prégnance post-communiste identitaire dans la social-démocratie	RO : 37 vs 11	Extrême-droite identitaire plus forte que la droite plus occidentale	RO : 21 vs 13

- 7 La RDA, entièrement intégrée dans le système partisan occidental, avec la particularité du PDS, et la Tchéquie entrent dans la première catégorie, caractérisée par un équilibre entre la gauche, à dominante social-démocrate mais avec maintien d'un parti communiste

relativement puissant, et la droite, dominée par un grand parti de centre-droite, plus ou moins attrape-tout, occidentaliste.

- 8 La deuxième catégorie est représentée par un paysage politique plus marqué à droite. La social-démocratie occidentaliste, même quand elle est issue de l'ancien parti unique, tourne autour de 30 % des voix, éventuellement renforcée en Pologne par ses alliés paysans. La droite est partagée entre un centre-droit occidentaliste classique et des mouvements à référence plus paysanne, plus populiste, plus chrétienne, modérément identitaire. Le premier domine sur les seconds en Slovaquie ; l'inverse prévaut en Pologne et en Hongrie.
- 9 Dans la troisième catégorie, représentée par la Bulgarie et la Macédoine, la gauche social-démocrate, occidentaliste est plus faible encore, éventuellement divisée (Bulgarie)³. Elle s'oppose à de larges coalitions de centre-droite, dont on a vu qu'elles apparaissent encore comme des rassemblements occasionnels, traduisant un système partisan non achevé et les héritages des larges fronts non encore disloqués des premiers moments de la transition politique.
- 10 Les pays de la quatrième catégorie, la Slovaquie et la Roumanie, sont caractérisés par des références identitaires très fortes, qui peuvent s'expliquer non seulement par un moindre développement économique mais aussi par une acquisition récente de reconnaissance nationale (la Slovaquie catholique versus la Tchéquie plus laïque) et l'existence de fortes minorités (Hongrois, Roms), présentées comme attentatoires d'une identité nationale d'autant plus survalorisée que le discours national-identitaire permet aux élites d'occulter leur passé politique et leurs échecs économiques.

La géographie des familles politiques

Les communistes (fig. 1)

- 11 Ils n'ont de poids permettant une analyse géographique qu'en ex-RDA, en Tchéquie et, beaucoup plus marginalement, en Hongrie. Leur géographie est plutôt « périphérique », avec une meilleure présence dans des zones d'industrialisation lourde ou de grands foyers de la nouvelle industrialisation communiste, aujourd'hui en liquidation, ou encore dans des régions jadis de grandes propriétés foncières (nord de l'ex-RDA). Globalement, ils sont moins présents près des frontières occidentales, où les effets de l'ouverture vers l'Occident se sont fait sentir le plus vite, par le jeu des implantations ou des prises de participation des firmes occidentales. Toutefois, l'aspect le plus spectaculaire de la géographie communiste est l'opposition entre ce qui prévaut en Tchéquie, en Hongrie, voire, à un niveau groupusculaire, en Bulgarie, et la situation en ex-RDA : dans les premiers pays, les communistes sont les plus faibles dans les grandes villes (Prague, Plzen, Brno, Budapest), alors qu'au contraire ils ont en ex-RDA une géographie urbaine, avec un fief particulièrement fort à Berlin-Est, surtout dans le quartier central (Mitte) et dans les grands ensembles socialistes du nord-est (Marzahn, Hohenschönhausen, etc.) (fig.2). C'est sans doute largement dû au fait qu'en ex-RDA les élites administratives, politiques, intellectuelles de l'ancien régime ont été laminées par les effets d'une « colonisation intérieure », alors qu'au contraire elles ont souvent été les premières à « se reconverter » dans les autres pays.

Figure 1. Géographie du vote communiste.

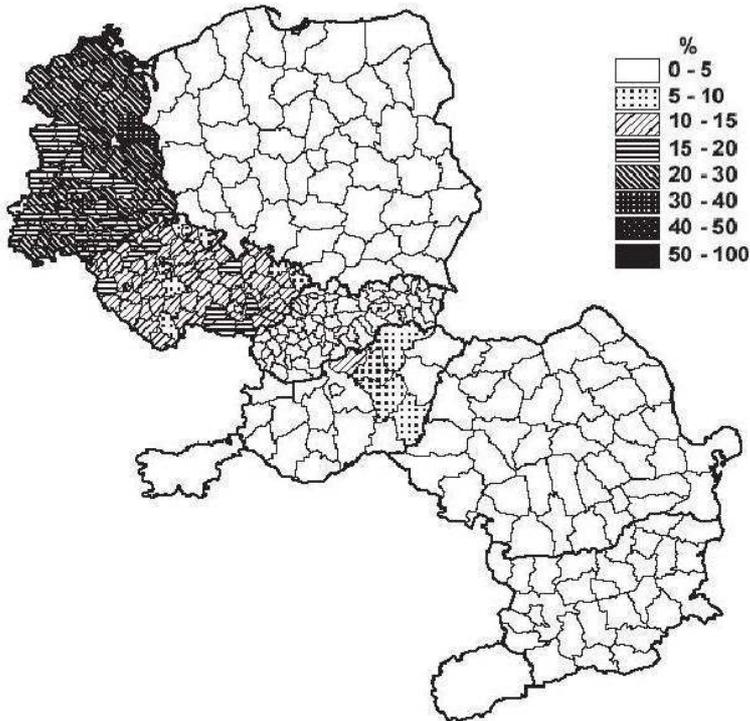
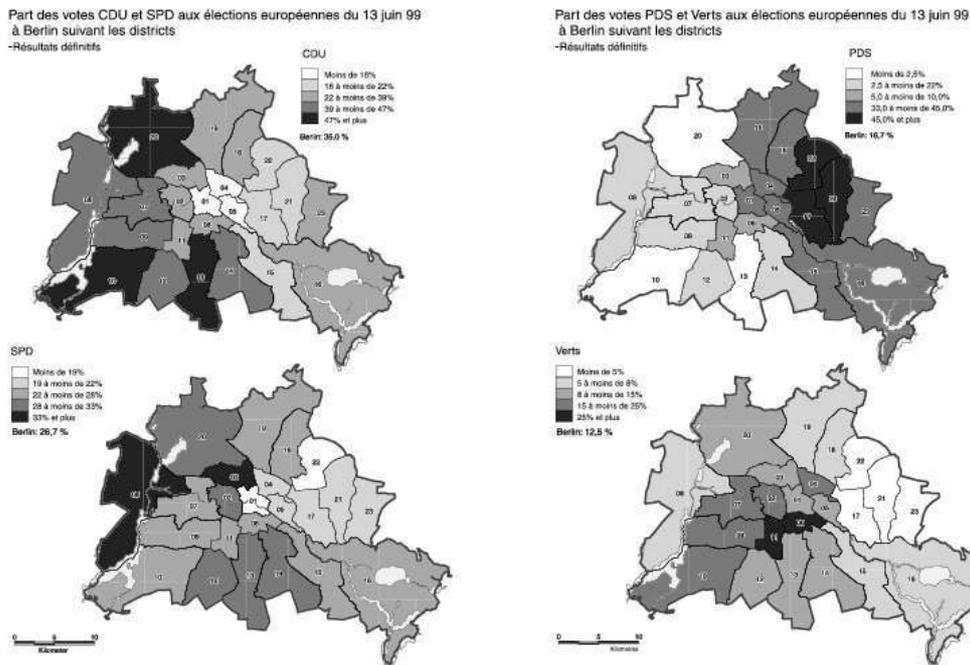


Figure 2. Géographie électorale des arrondissements berlinois.

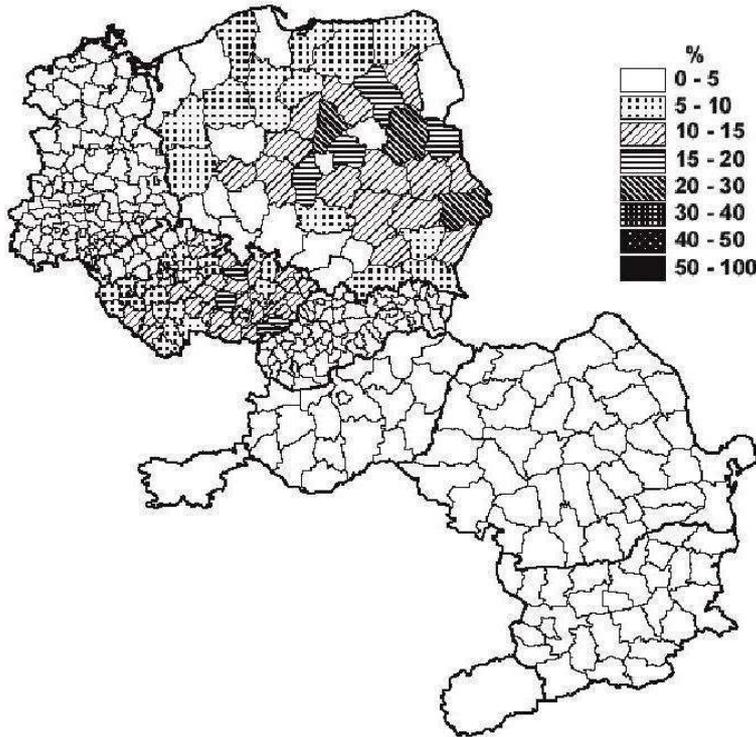


Les partis paysans agrariens minimalistes (fig. 3)

- 12 Ces partis montrent, en Pologne et en Tchéquie, une géographie « périphérique », caractérisée par un gradient croissant vers l'est, vers les régions plus traditionalistes.

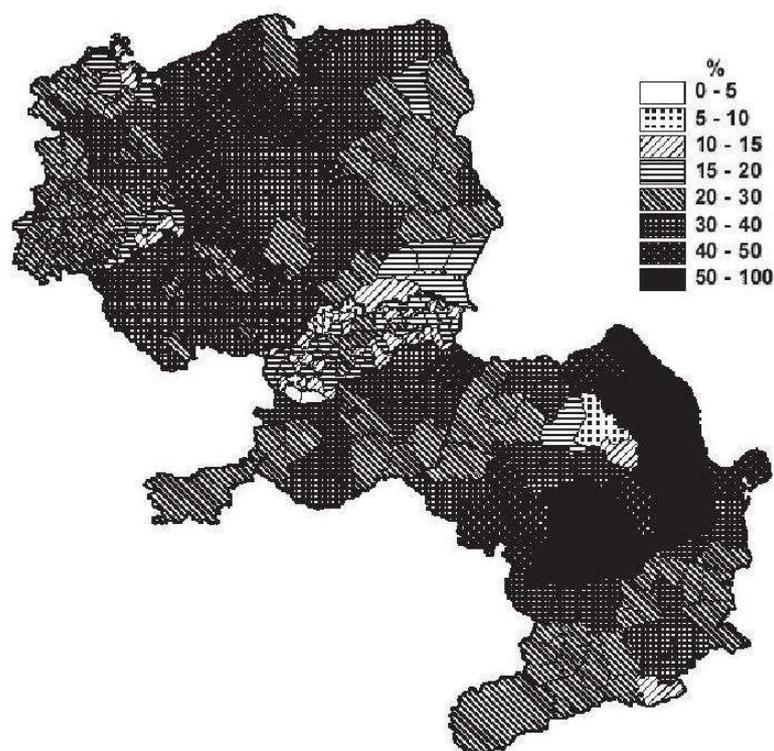
Leurs points forts tchèques sont en Moravie. En Pologne, ils sont surtout présents dans la vieille Pologne paysanne, non coopérativisée, mais en dehors des bastions les plus traditionalistes du nord-est (Lomza, Bialystok) et de l'extrême sud-est (de Nowy Sacz à Przemysl), où la concurrence de l'AWS est particulièrement forte.

Figure 3. Géographie du vote agrarien minimaliste.



Les partis sociaux-démocrates (fig. 4)

Figure 4. Géographie du vote social-démocrate (pour la Roumanie, uniquement PDSR et PD, à l'exclusion de l'ApR).



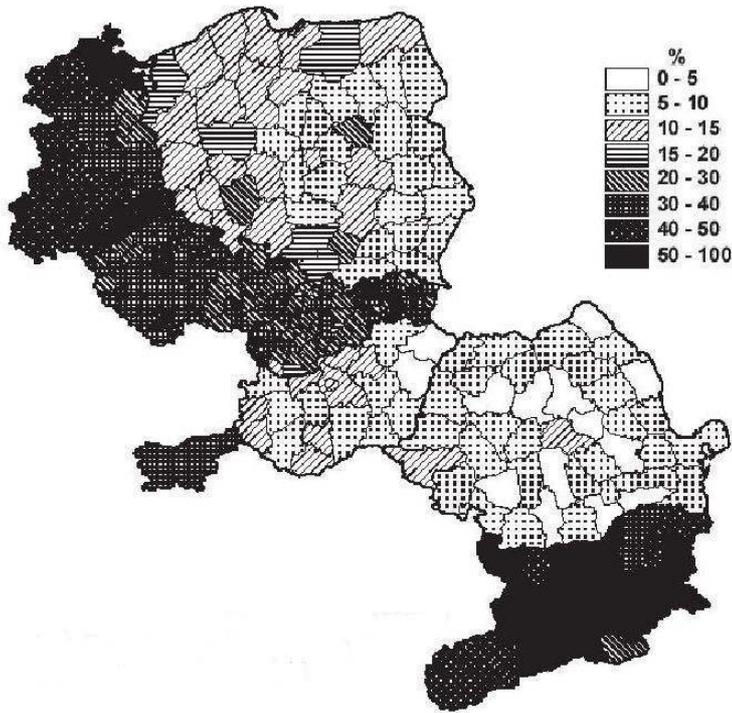
- 13 Il s'agit de la famille politique la plus uniformément présente dans l'espace de l'Europe centre-orientale et dont la géographie est également la plus homogène à l'intérieur de chacun des espaces nationaux.
- 14 En ex-RDA, la géographie du SPD, avec ses meilleurs résultats en Brandebourg, est plus diffuse que celle du PDS ; elle présente également moins d'opposition villes – campagnes. Le SPD enregistre ses plus mauvais résultats là où il subit simultanément une forte concurrence du PDS et de la CDU, dans l'est du Mecklembourg-Poméranie et en Saxe, où joue en faveur de ce dernier parti la personnalité du ministre-président Kurt Biedenkopf. La force de la CDU dans ces deux régions est étonnante : il s'agit de deux zones protestantes et, pour ce qui concerne la Saxe, d'un foyer industrialisé de gauche avant la période nazie.
- 15 La géographie de la social-démocratie tchèque est particulièrement homogène, avec cependant des petites faiblesses dans les plus grandes villes et leurs banlieues, où la tertiairisation de l'économie et les gagnants de la nouvelle économie assurent leurs meilleurs résultats au centre-droit classique (Prague, Brno, Plzen). Les sociaux-démocrates réalisent de bons scores en Moravie du nord, dans la région industrielle d'Ostrava.
- 16 En Slovaquie, les scores sociaux-démocrates sont affaiblis par le vote hongrois sur la frontière méridionale, par le vote populiste-national dans les régions les plus rurales et montagneuses, par le vote de centre-droit classique dans les plus grandes villes, en particulier à Bratislava et à Kosice, fief du SOP, parti de l'ancien maire Rudolf Schuster, devenu président de la République.

- 17 En Pologne, le vote social-démocrate est le plus fort dans les territoires acquis après la Seconde Guerre mondiale, à la fois les plus proches et les plus ouverts vers l'occident et où en même temps, à la différence de la vieille Pologne paysanne, l'agriculture fut socialisée et modernisée. Si la social-démocratie est bien implantée dans les zones industrielles de cette partie du pays (Walbrzych, Zielona Gora, Bydgoszcz, etc.), de même qu'à Lodz, elle est toutefois quelque peu affaiblie dans certaines villes de la Pologne occidentale par la concurrence du courant populiste-ouvrier d'AWS, en premier lieu évidemment à Gdansk, fief de Lech Walesa, mais aussi à Szczecin, Wroclaw et Katowice, où il faut également tenir compte des performances meilleures que dans les plus petites villes du courant de centre-droite occidentaliste.
- 18 Le vote social-démocrate roumain, qui est avant tout celui en faveur du parti d'Iliescu, oppose fortement la vieille Roumanie, moldave et valaque (avec toutefois des résultats à nouveau un peu moins bons à Bucarest), à la Transylvanie, au Banat et à la Dobrogea. Ces trois dernières régions, de même que Bucarest, semblent plus ouvertes sur l'extérieur. Le vote social-démocrate en faveur d'Iliescu apparaît donc plus typique d'une géographie néo-communiste que d'une géographie social-démocrate. En Bulgarie aussi, les résultats sociaux-démocrates sont un peu déprimés dans les plus grandes villes, les plus gagnantes de la « transition », Sofia, Plovdiv, Varna, où le bloc de centre-droite est le mieux implanté.

Les libéraux et conservateurs occidentalistes (fig. 5)

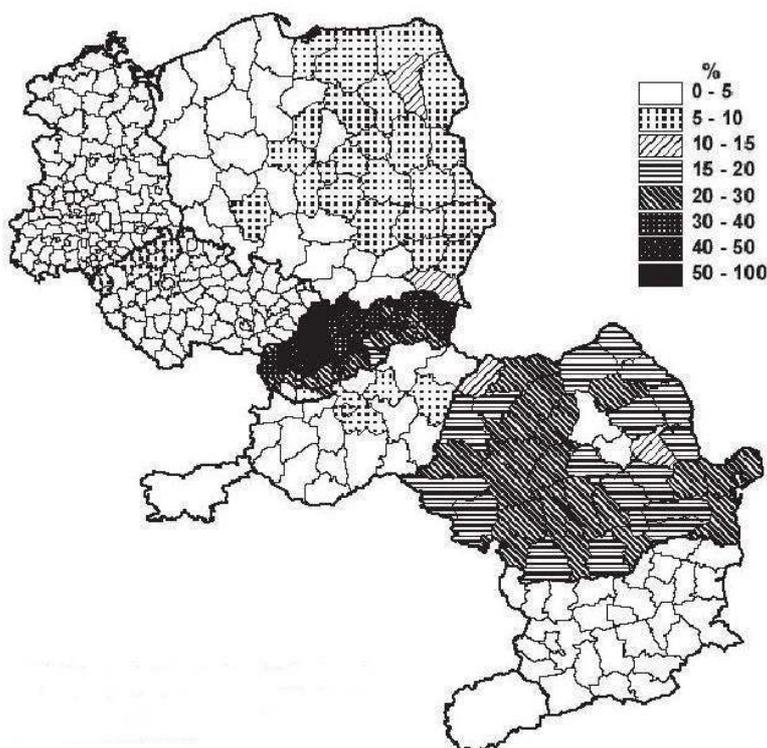
- 19 Ces partis sont fortement concurrencés par un courant de droite identitaire en Pologne, en Hongrie et en Roumanie, où ils ont été laminés aux dernières élections. Ils le sont aussi en Slovaquie, mais tout en y conservant de bons scores, dans la mesure où la concurrence social-démocrate y est très faible. Ils le sont légèrement en Tchéquie, par les agrariens démocrates-chrétiens du KDU-CSL, principalement en Moravie, où l'ODS et l'US apparaissent à certains électeurs comme trop tchèques, trop libéraux et trop laïques. Sauf en ex-RDA, pour les raisons déjà évoquées à propos de la géographie du PDS, les partis de cette famille, tout en ayant une géographie relativement homogène dans chaque cadre national, font souvent leurs meilleurs scores dans les plus grandes villes, où les résultats de la transition économique et les réussites de l'insertion, même semi-périphérique, dans l'économie-monde sont les plus patents et où la concurrence des courants identitaires, agrariens, chrétiens de droite est la moins forte : cela apparaît en Tchéquie, en Slovaquie, mais plus encore en Pologne, où Varsovie, mais aussi Cracovie, Wroclaw, voire Katowice, Poznan et Szczecin isolent de bons scores pour l'UW, le plus libéral et le plus pro-occidental des partis polonais, au milieu d'un panorama de faiblesse électorale, dû à la concurrence de l'AWS à droite, du SLD et du PSL à gauche. Par contre, le paysage politique hongrois relativement confus au centre-droite ne détache que très modestement Budapest pour le vote SzDSz.

Figure 5. Géographie du vote libéral et conservateur occidentaliste, maximaliste et moderniste (pour la Roumanie, uniquement PNL).



La droite et l'extrême-droite nationale, populiste, agrarienne ou identitaire (fig. 6).

Figure 6. Géographie du vote de droite et d'extrême-droite nationale, populiste, agrarienne ou identitaire.

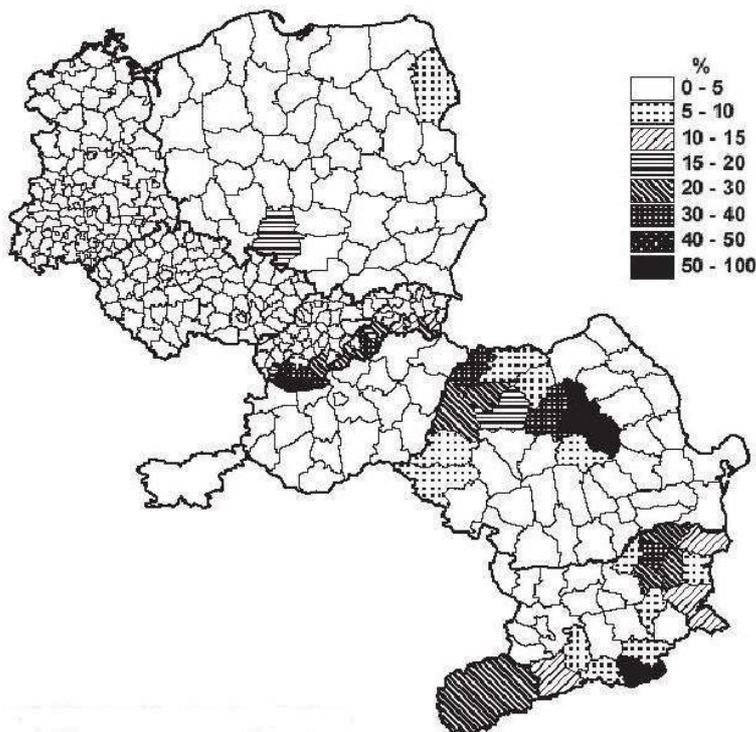


- 20 Quasi absents dans les pays dont le système partisan est le plus occidentalisé, ex-RDA et Tchéquie⁴, mais aussi en Bulgarie et en Macédoine, faible en Slovénie, les différentes tendances de ce courant s'expriment fortement en Slovaquie, en Pologne et en Roumanie, de même qu'en Hongrie (mais il est vrai que l'électorat du FIDESz est sans doute pour une part importante tout aussi proche du centre-droit classique et celui du FKgP des agrariens minimalistes, ce qui contribue sans doute à expliquer la forte homogénéité géographique des résultats de ce courant dans ce pays).
- 21 En Pologne, la géographie de ce courant souligne les bastions les plus traditionalistes de la Pologne paysanne et conservatrice, y compris la ville de Lublin, siège de l'Université catholique, ainsi que Gdansk, bastion ouvrier originel de Solidarité, qui tranche quant à elle sur les voïvodies voisines plus social-démocrates.
- 22 En Slovaquie, les fiefs de ce courant sont également, tant du fait du HZDS que du SNS, les régions rurales de Slovaquie occidentale et centrale, montagneuses ou collinaires, à fort sentiment national.
- 23 En Roumanie, la carte, qui est ici celle du vote PRM, n'est pas exactement l'inverse de celle du vote Iliescu : la carte du vote PRM est plus homogène que celle du vote social-démocrate. Bien présent en Dobrogea et en Transylvanie, le PRM n'est toutefois pas absent du paysage politique valaque, ni même moldave. C'était d'ailleurs ses zones de force avant les dernières élections, le terrain ultra-nationaliste transylvain étant alors occupé par le PUNR, maintenant marginalisé. Il est vrai que le PRM apparaîtrait plus puissant en Transylvanie si les pourcentages étaient calculés sur le seul électorat ethniquement roumain. Paradoxe du comportement électoral de cette région qui se revendique à la fois porteuse de la modernité occidentaliste, avec rappel éventuel de son

appartenance passée à l'Empire austro-hongrois, face à une vieille Roumanie « orientale », et exprime en même temps avec une certaine force un vote extrémiste nationaliste (O. Groza, 2001).

Les votes ethniques (fig. 7)

Figure 7. Géographie du vote ethnique.



- 24 La carte n'est évidemment ici que le reflet des héritages minoritaires dus à la formation tardive des Etats-Nations dans cette partie de l'Europe. Héritages souvent conflictuels, ravivés par la disparition des régimes communistes qui les avaient « résolus » de manière bureaucratique, par les conditions difficiles de la transition économique et par les discours démagogiques de certains politiques trouvant là l'occasion de se construire une base électorale, voire soucieux de masquer ainsi la faiblesse de leurs bilans par ailleurs.
- 25 On est étonné par l'importance de la minorité allemande dans la voïvodie d'Opole, pratiquement occultée pendant le régime communiste. Une petite minorité biélorusse s'est maintenue malgré les transferts de population à la fin de la dernière guerre et s'exprime politiquement dans la voïvodie de Bialystok, qui faisait partie de l'Empire proprement dit et non de la Pologne russe sous le régime tsariste. Les choses sont potentiellement plus conflictuelles ailleurs : Hongrois de la bande frontalière méridionale de la Slovaquie, où ils représentent la majorité absolue dans deux districts ; Hongrois-Magyars du Crisana et Hongrois-Szeklers du Haut-Olt et du Haut-Mures en Roumanie, avec une majorité absolue dans les judets de Harghita et de Covasna ; Turcs du nord-est (Razgrad, Sumen, Silistra, Dobrogea méridionale) et surtout du sud-est de la Bulgarie (autour de Kardjali) ; Albanais de l'ouest de la Macédoine.

BIBLIOGRAPHIE

- DELWIT P. & DE WAELE J.M. (dir.) (1998), *La démocratisation en Europe centrale. La coopération paneuropéenne des partis politiques*, Paris, L'Harmattan.
- DE WAELE J.M. (1999), *L'émergence des partis politiques en Europe centrale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- FITZMAURICE J. (2000), « A Tale of Four Elections : Central Europe. September 1997-September 1998 », Prague, *Czech Sociological Review*, VIII, pp. 93-101.
- GROZA O. (2001), « Les élections roumaines : le poids du passé », *Belgeo*, 1-2, pp. 123-134.
- REHAKOVA B. (2000), « The Early Parliamentary Elections of 1998 : An Analysis of Voting Behaviour in Comparison to the Parliamentary Election of 1996 », Prague, *Czech Sociological Review*, VIII, pp. 7-26.
- SOARE S. (1999), « Analyse du système des partis en Roumanie après 1989 », Bruxelles, *Transitions*, XL, 1-2, pp. 129-164.
- SZAJKOWSKI B. (1999), « Elections and Electoral Politics in Macedonia », Bruxelles, *Transitions*, XL, 1-2, pp. 55-82.
- VANDERMOTTEN C. & MEDINA LOCKHART P. (2000), « Géographie électorale de l'Europe », pp. 245-293, in GRUNBERG G., PERRINEAU P. & YSMAL C. (éds.), *Le vote des Quinze. Les élections européennes du 13 juin 1999*, Paris, Presses de Sciences Po.
- VANLAER J. (1984), *200 millions de voix*, Bruxelles, Société Royale Belge de Géographie.

Sources des résultats

- DERKSEN W. (2001), « Elections around the world », <http://www.agora.stm.it/elections/election/« name of the country ».htm>
- Allemagne de l'Est
(13/06/99) <http://www.statistik-bund.de/wahlen/euro99/>
- Bulgarie
(19/04/97) Ambassade de Bulgarie
- Hongrie
(24/05/98) Ambassade de la République hongroise
- Macédoine
(01/11/98) <http://www.agora.stm.it/elections.html>
- Pologne
(21/09/97) <http://www.stat.gov.pl/>
Dziennik ustaw, 1997 (moniteur)
- Roumanie
(26/11/00) <http://domino.kappa.ro/election/election2000.nsf>
- Slovaquie
(26/09/98) Declaration of the chairman at the National council SR WO199/1998

Ambassade de Slovaquie
<http://volby.statistics.sk/>

Slovénie
 (15/10/00) <http://www.agora.stm.it/elections.html>

Tchéquie
 (20/06/98) Cesky statisticky urad Volby do Poslanecke snemovny parlamentu
 Ministère de l'Intérieur de la République Tchèque
 Institut de Statistique tchèque de Prague

NOTES

1. En Bulgarie, le rassemblement de centre-droite de l'ODS obtient 52 % des suffrages en 1997, contre 24 % en 1994 ; pour le rassemblement de gauche, 22 % contre 44 %.
2. En Bulgarie, des agrariens de gauche sont inclus dans la coalition de la gauche démocratique, reprise dans la famille social-démocrate.
3. Mais il convient à nouveau de rappeler l'instabilité des résultats en Bulgarie.
4. A l'exception d'une petite présence significative du Mouvement pour la République – Parti républicain tchèque (SPR-RCS), qui apparaît comme le vecteur de la désespérance sociale et de la réaction anti-tzigane dans le nord de la Bohême, où la crise économique et environnementale est particulièrement sévère. Beaucoup des cercles du nord de la Bohême où le SPR-RCS réalise de bons scores sont aussi des zones de force relative des communistes.

RÉSUMÉS

Réaliser une géographie électorale transnationale en Europe centrale et orientale est un exercice difficile. Les systèmes politiques de ces pays ne sont pas encore stabilisés et les clivages ne peuvent être réduits à ceux qui structurent le système partisan en Europe occidentale. La classification proposée ici distingue neuf familles partisans, sur base du positionnement des partis par rapport à trois axes, un axe économique, un axe social et un axe culturel. Cette classification permet de réaliser une typologie des systèmes partisans nationaux et de dresser la géographie de chaque famille partisane, à savoir les écologistes, les communistes, les agrariens minimalistes, les sociaux-démocrates, les libéraux et conservateurs occidentalistes, la droite identitaire, chrétienne, populiste et/ou agrarienne, les nationaux populistes, à base ethnique ou religieuse, et l'extrême-droite. Il faut y ajouter les partis représentant les intérêts des minorités nationales et ceux défendant des intérêts particuliers, sur une base populiste ou poujadiste.

Working out a transnational electoral geography in Central and Eastern Europe is not an easy job. The political systems of the countries concerned are not yet stabilized and the prevailing rifts cannot be reduced to those underlying the party system in Western Europe. In our classification 9 partisan families stand out in accordance with the positioning of the parties in relation to 3 axes : an economic, a social and a cultural axis. Such a classification makes it possible to draw up a typology of the national partisan systems and a geography of each partisan family, i.e. the ecologists, the communists, the minimalist agrarians, the social democrats, the

occidentalists liberals and conservatives, the identitarian, Christian, populist and/or agrarian right, the ethnic- or religious-based populist nationals, and the extreme right. To these must be added the parties representing the interests of the national minorities and those defending particular interests, on a populist or a poujadist basis.

INDEX

Mots-clés : géographie électorale, Europe centre-orientale, systèmes partisans

Keywords : electoral geography, central-eastern Europe, partisan systems

AUTEURS

CHRISTIAN VANDERMOTTEN

Université Libre de Bruxelles, cvdmotte@ulb.ac.be

PABLO MEDINA LOCKHART

Université Libre de Bruxelles, pmedinal@ulb.ac.be

DANUTA FREYER

Université Libre de Bruxelles, dmacola@ulb.ac.be